



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 23 – 1^{er} octobre 2021

Sommaire

Actualité économique :

- Contexte européen : politique monétaire
- Environnement macro-économique : croissance / prix à la consommation / climat des affaires / attentes d'exportation / croissance potentielle
- Politique budgétaire : dette de l'Etat / déficit public
- Politiques sociales : marché du travail / chômage / chômage partiel / salaires / personnes âgées

Actualité financière :

- Marché financiers : émissions du Bund
- Régulation financière : N26 / contrôle de la finance durable
- Banques et assurances : Deutsche Bank / effectifs

LE CHIFFRE À RETENIR

+4,1%

Variation de l'indice des prix à la consommation en septembre 2021 selon Destatis.

ACTUALITE ECONOMIQUE

Contexte européen

Dans un contexte d'augmentation du taux d'inflation, la Bundesbank alerte, dans son [rapport mensuel](#), sur les risques de laisser penser que la **politique monétaire** expansive actuelle pourrait être poursuivie pour une longue durée : « le recours intensif à des mesures non conventionnelles peut avoir des effets indésirables, comme inciter les Etats à repousser les réformes nécessaires pour réduire la dette publique. »

Environnement macroéconomique

Les principaux instituts conjoncturels allemands ([DIW](#), [ifo](#), [IfW](#), [IWH](#), [RWI](#), [IMK](#)) revoient à la baisse leurs estimations de **croissance** du PIB pour cette année, principalement en raison de l'impact sur

l'industrie et les exportations allemandes des difficultés internationales dans les chaînes d'approvisionnement ; les pronostics oscillent à présent entre 2,1 et 2,6 % (contre 3,2 à 4,5 % en juin). Seul le RWI maintient une projection relativement optimiste pour 2021 avec 3,5 %, tandis que l'IWH se montre plus pessimiste pour 2022 avec une projection à 3,6 %. Les autres instituts tablent sur une plus forte reprise en 2022 (entre 4,9 et 5,1 %), notamment grâce à une consommation des ménages boostée par la fin de la pandémie et une normalisation des chaînes d'approvisionnement.

[Destatis](#) chiffre la variation de l'indice des **prix à la consommation** à +4,1 % en septembre (+0,0 % par rapport à août). La hausse des prix de l'énergie reste particulièrement forte avec 14,3 %. En outre, les instituts mentionnés s'attendent tous à une normalisation progressive de l'inflation allemande

en 2022 : après une variation annuelle des prix à la consommation pouvant atteindre jusqu'à 3,0 % cette année en raison d'effets exceptionnels (difficultés d'approvisionnement, normalisation de la TVA, tarification du CO₂), un taux entre 1,9 et 2,6 % est annoncé pour 2022.

L'indice [ifo](#) du **climat des affaires** se contracte une nouvelle fois en septembre à 98,8 points (-0,8 point). L'évaluation de la situation s'améliore dans le commerce et la construction, mais se dégrade dans les services et le secteur manufacturier. L'évolution des attentes pour les prochains mois est également mitigée : en hausse dans les services et la construction, en baisse dans le commerce et le secteur manufacturier, principalement en raison des problèmes d'approvisionnement.

L'indicateur de l'[ifo](#) sur les **attentes d'exportations** de l'industrie se redresse néanmoins à 20 points en septembre, après 17 points en août. En particulier l'automobile et l'électronique tablent sur des exportations dynamiques, en dépit des difficultés d'approvisionnement.

Selon l'[IfW](#), l'emploi en Allemagne atteindra son maximum en 2023 avec 46 M de personnes, avant de progressivement se réduire en raison du vieillissement démographique. Cela entraînerait une baisse à 0,9 % de la **croissance potentielle** d'ici 2026, soit une réduction de plus d'un tiers par rapport à sa moyenne de long-terme actuelle (1,4 %).

Politique budgétaire

Selon [Destatis](#), la **dette de l'Etat** (Bund, Länder, communes, sécurité sociale) atteint 2 251,8 Md€ au premier semestre 2021, soit un montant par tête de 27 090 € et une hausse de 3,6 % par rapport à fin 2020 (+2,1 % par rapport au premier trimestre 2021). La dette du Bund enregistre la plus forte hausse (+5,3 % à 1 477,5 Md€, +3,2 % par rapport au premier trimestre), suivie des communes (+0,8 % à 134,4 Md€, +0,3 % par rapport au premier trimestre) et des Länder (+0,6 % à 639,9 Md€, inchangé par rapport au premier trimestre).

Dans les projections d'automne des instituts [DIW](#), [ifo](#), [IfW](#), [IWH](#), [RWI](#), et [IMK](#), le **déficit public** de l'Allemagne se situe entre -4,9 et -4,3 % de PIB cette année et entre -2,1 et -1,3 % en 2022.

Politiques sociales

Selon [l'agence fédérale du travail](#), la situation du **marché du travail** a continué de s'améliorer en septembre. Le nombre de chômeurs inscrits a diminué de 114 000 par rapport au mois précédent (-30 000 avec correction des variations saisonnières, et -382 000 en glissement annuel) et s'établit à 2,47 M, tandis que le taux de chômage (en définition nationale) baisse de 0,2 point à 5,4 % (-0,8 point en glissement annuel). L'emploi a atteint en août 45,05 M, soit une hausse de 328 000 en glissement annuel (+66 000 par rapport à juillet avec corrections des variations saisonnières).

L'[ifo](#) note également une dynamique positive sur le **marché du travail** allemand (baromètre pour l'emploi à 104,3 en septembre, après 103,6 points en août). La demande de main d'œuvre reste élevée dans le secteur manufacturier et s'inscrit en forte hausse dans de nombreux autres secteurs (services, informatique, construction).

Dans leurs projections d'automne, les instituts [DIW](#), [ifo](#), [IfW](#), [IWH](#), [RWI](#) et [IMK](#), annoncent un taux de **chômage** (en définition nationale) situé entre 5,7 et 5,8 % cette année ; pour 2022, les estimations varient entre 5,1 et 5,4 %.

[L'agence fédérale du travail](#) chiffre le nombre de nouvelles demandes de **chômage partiel** effectuées en septembre à 70 000 et le nombre total de personnes percevant le chômage partiel à 927 000 en juillet (après 1,5 M en juin).

Les **salaires** réels ont augmenté de 3,0 % au deuxième trimestre 2021 en glissement annuel, selon [Destatis](#). En termes nominaux, la hausse est de 5,5 %. Cette évolution s'explique par le recul du recours au chômage partiel, même si l'inflation relativement forte (prix à la consommation à +2,4 % sur la même période) ne permet pas encore de revenir à un niveau de salaires réels équivalent à celui d'avant la crise.

Selon [Destatis](#), le nombre de **personnes âgées** de plus de 67 ans en Allemagne augmentera de 22 % entre 2020 et 2035 pour atteindre 20 M. Avec cette projection de moyen-terme, l'office statistique souhaite évaluer l'impact de la pandémie (migration, mortalité) sur l'évolution démographique et note pour 2020 une hausse significative du ratio entre le nombre de personnes actives et celui des personnes en âge de retraite.

ACTUALITE FINANCIERE

Marchés financiers

L'Agence financière allemande émettra au 4^e trimestre 4 Md€ de moins qu'annoncé en décembre 2020, les besoins du fonds de stabilisation de l'économie (WSF) ayant été moindres.

Régulation financière

La BaFin a infligé une amende de 4,25 M€ à la fintech N26 pour non-respect des règles de lutte contre le blanchiment d'argent (cf. BE 21/2021). La banque en ligne se serait déjà acquittée de la somme.

Selon des informations de presse, la BaFin n'exigera des commissaires aux comptes le contrôle du respect de **critères de lutte contre le réchauffement climatique** par les établissements financiers que pour l'année 2022.

Banques et assurances

L'agence de notation Fitch a relevé la plupart des notations de **Deutsche Bank** en raison des progrès réalisés dans la restructuration du groupe, dont la notation à long terme qui est passée de BBB à BBB+ avec une perspective positive (cf. également BE n°20/2021).

Selon la fédération patronale bancaire AGVBanken, les **effectifs des établissements de crédit** ont reculé de 1,6 % en 2020 pour atteindre 552 450 personnes (contre -1,8 % en 2019 et -2,5 % en 2018). 26,4 % des employés travaillaient à temps partiel en 2020 (contre 25,9 % en 2019).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Bruno Fluhrer, Anita Gandon, Lucie Petit et Laurence Rambert
Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©JFL Photography